

Sors d'ici, Little Big Brother !

Pour l'Education, ça part dans toutes les directions, mais jamais dans la bonne. S'agit-il d'un bouquet final, d'une politique de la terre brûlée, ou d'un hors d'œuvre avant liquidation ? Cela sera surtout ce que nous en ferons. Les semaines à venir, cruciales, nous le diront !

Enseignement supérieur ? Le fleuron de toutes les réformes selon les fidèles du président. L'Excellence pour les uns (mais les moyens, même là, n'y sont pas encore), des facs parking pour la plupart. Là comme dans le premier et le second degré, les restrictions budgétaires; et les suppressions de postes... Cela commence à se voir : beaucoup de nos collègues sont désorientés, épuisés, à la limite du "burn out". Toujours plus, avec des salaires qui ont objectivement diminué ces dernières années (ainsi il est plus juste de parler de rattrapage salarial que d'augmentations !) : des élèves de plus en plus nombreux, qui connaissent des difficultés de toutes sortes et à qui il est de plus en plus délicat d'enseigner, une pluie de

courriels professionnels (tous bien sûr essentiels et urgents) à traiter hors temps de travail, des dossiers et des livrets de toutes natures à compléter... Cela n'empêche pas Nicolas Sarkozy d'utiliser la vieille tactique du bouc émissaire : le temps de travail des enseignants serait insuffisant (il le limite à la présence devant élèves), puis il oppose entre elles les catégories : enseignants du primaire et du secondaire... Nous ne tomberons pas dans ce piège grossier : ensemble, revendiquons des hausses de salaires (à la hauteur de ce qu'ils sont dans la plupart des pays comparables), la prise en compte des réunions et de la concertation dans l'horaire de travail, une formation continue sur temps de travail (le secteur public est à la traîne dans ce domaine aussi!).

Ce service public d'éducation en piteux état crée malgré tout de la prospérité : d'abord, celle des établissements privés, refuge illusoire pour des familles angoissées; ensuite celle des boîtes de soutien et de "coaching" scolaire; enfin celle de cabinets d'avocats, qui publient à l'intention des parents, des ouvrages afin de contester toute décision de l'école, avec à la clef, l'espoir de dommages et intérêts. Pendant ce temps, les autorités académiques touchent des primes pour les suppressions de postes.

Ces mêmes autorités, sans doute destinataires d'éléments de langage, enrobent tout cela d'un salmigondis libéral à base d'"impacter", de "problématiques" en lieu et place de "problèmes", de "groupes de travail miroirs"... Elles vantent le "dialogue social", alors que les

représentants du personnel reçoivent les documents de travail au dernier moment, voire en retard. Dernière attaque, gravissime, en date, les propos réitérés du président – candidat contre les "corps intermédiaires", en particulier les syndicats, qui ne représenteraient que les délégués, et qui s'opposeraient aux vrais travailleurs. Outre que c'est un mensonge éhonté, il s'agit de propos destinés à diviser les Français, encore et toujours, indignes d'un président, "garant de la cohésion nationale".

Les autres services publics sont également touchés : protection de la jeunesse, Pôle emploi...

La FSU combat sans relâche ces dérives malsaines. Elle vous convie à participer à la journée de formation "les difficultés du métier d'enseignant" à Strasbourg, le 22 mai.

Elle vous appelle à participer à toutes les mobilisations contre cette politique, notamment aux manifestations du 1er mai



Un pays, un avenir, notre école à Strasbourg



PRESSE

DISTRIBUÉE PAR



N°62

Mars-Avril 2012

Trimestriel
Le numéro : 0,5 €

Directeur de la publication :
Jean-Louis HAMM
Imprimé par nos soins
N° de CPPAP : 0709 S 06943
ISSN : 1774-0096

SOMMAIRE

1. Éditorial
2. Rencontre CGT-FSU. La FSU en activité
3. Conférence-débat avec Christian Laval
4. Bilan de santé à l'Éducation : le ministre choisit un organisme privé ! Intégrer les retraites dans l'action syndicale
5. Congrès du SNES-FSU de Mulhouse 14 et 15 mars 2012
6. Au pays de PISA...
7. Quelques informations recueillies au Liban sur l'organisation des systèmes scolaires et universitaires. Stage de formation syndicale FSU : « Les difficultés du métier d'enseignant »

Rencontre CGT – FSU

Le 27 mars, des délégations CGT et FSU se sont rencontrées. Voici quelques extraits du communiqué commun :

« Depuis maintenant trois ans, la FSU et la CGT ont fait le choix d'approfondir leurs relations et d'inscrire leurs échanges dans la durée pour conforter l'unité syndicale.

Face aux politiques de régression sociale, aux attaques à l'encontre des salariés, aux choix de faire payer la crise à celles et ceux qui n'en sont en rien responsables, la CGT et la FSU entendent, par leurs propositions et initiatives, peser sur les orientations qui seront prises et contribuer à la construction d'alternatives.

Dans un contexte de crise qui atteint chacun dans son quotidien, elles estiment nécessaire de rassembler largement et de manière unitaire le mouvement social pour construire une riposte à la hauteur des attaques subies. La FSU et la CGT réaffirment leur volonté –et leur disponibilité– pour mettre en œuvre ces mobilisations syndicales unitaires.

Elles confirment également leur détermination à contribuer au développement des luttes solidaires en Europe. (...)

Il s'agit de favoriser les revenus du travail par l'augmentation des salaires, une véritable politique industrielle, la relance de la consommation dans le respect du développement durable, le développement des services publics, une protection sociale solidaire et de haut niveau... la CGT et la FSU estiment que le bilan du Président de la République et son programme pour les cinq années à venir vont à l'encontre des exigences de progrès social.

En outre, nos deux organisations redisent ensemble avec force et détermination leur opposition et leur combat commun contre les thèses de l'extrême droite, porteuses de démagogie, de discrimination et de racisme. Ces thèses sont incompatibles avec les valeurs du syndicalisme que nous portons et dangereuses pour les salariés et les citoyens.

En tout état de cause, l'intervention des salariés avec leurs organisations syndicales est une condition essentielle de la transformation sociale. En ce sens, la FSU et la CGT appellent à l'organisation de manifestations unitaires sur les revendications sociales le 1^{er} mai. »

La FSU en activité...

Janvier :

Le 31 : manifestation nationale pour l'éducation à Paris, à l'appel du SNES (+ SNEP, SNUEP, et des sections départementales du SNUipp)

Février :

Le 2 : colloque avec Christian Laval sur "l'école capitaliste" à Mulhouse

Le 11 : assignation du rectorat devant le Tribunal Administratif pour non-communication de documents aux représentants syndicaux

Manifestation "un pays, une école, notre avenir"

Le 12 : manifestation avec le collectif "Justice et libertés" contre les idées de l'extrême-droite, à l'occasion du meeting de Marine Le Pen à Strasbourg

Le 13 : rassemblement intersyndical devant l'Inspection Académique (67) à l'occasion du Comité Technique Spécial Départemental (suppression de postes) – idem dans le Haut Rhin

Le 17 : Conseil Fédéral Régional (CFR)

Comité Académique de l'Éducation Nationale

Le 21 : Comité Départemental de l'Éducation Nationale

Mars :

Les 14 et 15 : congrès académique du SNES à Mulhouse

Le 16 : Comité Technique Académique

Le 17 : manifestation antiraciste avec le collectif "D'ailleurs nous sommes d'ici" à Strasbourg

Le 24 : permanence au Larz'als de Bouxwiller, et participation à un débat sur : "comment dynamiser le mouvement social ?»

Le 29 : participation au rassemblement place Kléber en soutien aux grévistes de la faim kurdes

Avril :

Le 12 : CFR spécial "enseignement des langues"

Rencontre avec le Parti Socialiste sur le projet éducatif

Le 19 : CFR

Conférence débat avec Christian Laval

le 2 février 2012 à Mulhouse

Dans son introduction, Christian Laval signale que la nouvelle école capitaliste, dont la mise en place est déjà bien commencée, n'est pas une fatalité. A nous de savoir pour prévoir, et combattre.

Christian Laval, docteur en sociologie (spécialiste de la philosophie utilitariste) est chercheur à l'Institut de recherches de la Fédération syndicale unitaire et membre du Conseil scientifique d'Attac. Christian Laval, avec d'autres chercheurs de l'Institut de recherches de la FSU, publie en septembre 2011 "La nouvelle école capitaliste". Dans ce livre, les auteurs étudient les transformations contemporaines du système éducatif, qu'ils relient à l'avènement d'un néolibéralisme éducatif et à l'application à l'École du New Public Management. Ces transformations, qui découlent de la mise en concurrence accrue des établissements et des élèves ainsi que de la mise en marché du système éducatif, auraient pour effet d'accroître les inégalités sociales devant l'École et la ségrégation sociale et ethnique entre établissements, mais aussi de restreindre l'autonomie des enseignants.

"L'École n'est pas une entreprise : Le néo-libéralisme à l'assaut de l'enseignement public", La Découverte, 2004, 346 p.

Le blog de Christian. Laval : blogs.mediapart.fr/blog/christian-laval

L'éducation devient un marché dans le contexte du capitalisme libéral...

Pourquoi le ministère cherche-t-il à imposer une évaluation de type managérial ? Mais parce que l'école d'aujourd'hui est déjà considérée comme une entreprise, et l'éducation comme un marché (depuis les années 2000).

L'école, comme réalité sociale est donc déterminée par des liens avec les institutions, le système politique et économique, la culture. Aujourd'hui, on subit une « économisation » de toute la formation humaine, les hommes n'étant plus que des agents économiques, producteurs et consommateurs. La mission de l'école consiste alors à transmettre des compétences pour que cette société fonctionne. Jusqu'à l'Université, elle est soumise aux impératifs de l'économie.

Ce qui heurte des enseignants formés pour former à leur tour des citoyens éclairés, c'est depuis trente ans la tentation de détruire ce système de valeurs, là est la blessure : logique de performance, de concurrence, se plier à des valeurs complètement différentes des leurs.

Dans l'optique libérale, l'éducation est bien un marché. Dans le monde, les dépenses cumulées pour l'éducation sont de 2000 milliards de dollars, il y a donc là un gisement de profits considérable notamment dans le domaine de l'informatique, avec des professeurs et des élèves branchés 24 H / 24 ! Marché du soutien scolaire aussi, devant les angoisses des parents ; création d'écoles privées postbac vers des filières rentables (commerce, management), liées au monde de l'entreprise privée, promettant une meilleure insertion dans le monde du travail.

La nouvelle « gouvernance » des universités en fait aussi une entreprise (cf loi LRU 2007). Les conséquences ? Augmentation des droits, appelée « diversification des sources de financement » endettant les étudiants pour des années, ensembles universitaires en lutte les uns contre les autres, d'où la création de pôles d'excellence pour affronter la concurrence mondiale.

Dans l'enseignement public, la concurrence se met en place. Souvenons-nous : depuis les années 80, autonomie des établissements, comme des unités de production à valeur ajoutée, publication de palmarès, affaiblissement

de la carte scolaire, dérogations...

L'école suit le modèle de l'entreprise :

L'entreprise devient le modèle universel de toutes les institutions : hôpital, commissariats et même musées. Pour les personnels, dans le cadre du droit privé, le statut de fonctionnaire n'aura plus de sens ; d'où la réforme de l'évaluation prévue par Chatel et Sarkozy : objectifs individuels, mesures des résultats, sanction / récompense. L'idée de compétences (venue de différents rapports de l'OCDE) c'est l'introduction de la culture du résultat, une mesure « objective » de la performance des enseignants. En ce qui concerne les élèves, les compétences sont l'unité mesurable d'employabilité. Le travail par compétences a été initiée par les pédagogies nouvelles (années 60 - 70), mais optique actuelle est évidemment contraire à ces pédagogies. Ce système permet de contrôler l'activité des enseignants. Les enseignants produisent eux-mêmes ce qui va permettre de les évaluer, comme un système de chiffre d'affaires non discutable.

Ce sont les économistes qui produisent les discours sur l'éducation aujourd'hui, selon leurs concepts propres comme une « économie de la connaissance », avec l'objectif central de réduire les coûts.

Le modèle n'est pas totalement en place, mais d'importantes pièces du puzzle sont déjà en place.

Les grandes luttes d'aujourd'hui portent contre cette logique d'individualisation totale ; cf. étudiants chiliens (lutte de 7 - 8 mois l'an dernier pour mettre en échec l'école payante) ; idem pour les étudiants anglais.

Débat, et réponses aux questions :

1°) La novlangue s'installe dans le dispositif : les hiérarchies intermédiaires (inspecteurs, chefs d'établissement) sont formés par ce langage. Cette langue pénètre aussi le domaine pédagogique (« gestion de la classe »).

2°) Jadis l'échec scolaire était analysé comme une conséquence des inégalités sociales ; aujourd'hui dans l'idéologie dominante, tout relèverait de la responsabilité individuelle: culpabilisation des enseignants, des familles, des enfants... Plus l'école est inégalitaire et plus on personnalise les problèmes !

3°) Formation par alternance avec l'idée que le chômage relève d'un problème de formation, donc il faut baigner le plus tôt possible dans l'entreprise. Ce mensonge a pour but de protéger le système économique.

Christian Laval a conclu son propos par une incitation à ne plus avoir honte à réclamer des revalorisations salariales pour les enseignants, car la revivification d'une école digne passe par une meilleure considération de ses professionnels.

Il est impossible d'arriver à une école de l'égalité dans une société inégalitaire (Jaurès l'affirmait dès 1906). D'où la question du lien avec le politique. Un camp progressiste fait de la culture l'élément central de la libération des hommes, refusant la soumission à l'économie. Il s'agit donc d'articuler le projet d'école à un projet social.

On peut écouter Christian Laval en podcast sur le site de France Inter dans "Là-bas si j'y suis", émission du jeudi 8 mars 2012



Bilan de santé à l'Éducation : le Ministre choisit un organisme privé !

La FSU apprend avec consternation que le ministre de l'Éducation Nationale vient de décider d'attribuer la gestion du bilan de santé professionnel pour les personnels de l'éducation nationale âgés de 50 ans, à un organisme privé.

L'expérimentation sur 5 départements avait été confiée l'an dernier à la MGEN, mutuelle professionnelle des agents, référencée par le ministère comme seul organisme complémentaire et qui a la confiance des personnels.

La FSU tient à rappeler la grande faiblesse de la médecine de prévention dans l'Éducation Nationale, qui conduit l'État à ne pas assurer les obligations comme par exemple la visite médicale quinquennale. Malgré les promesses du ministre Luc Chatel, seulement une vingtaine de médecins de prévention ont été recrutés sur les 80 annoncés et compte-tenu des départs en retraite, plusieurs académies restent sans médecin de prévention, alors que la santé des personnels de l'Éducation nationale se dégrade comme le relève la récente enquête du Carrefour Social.

Dans ce contexte, le bilan de santé à 50 ans doit être généralisé cette année et assuré par un médecin de prévention. Son organisation ainsi que les examens complémentaires y afférant, devaient être confiés après appel d'offres à un partenaire extérieur.

Pour la FSU ce partenaire ne pouvait être que la MGEN dont la connaissance du milieu professionnel et du système de santé, l'expérience, la compétence professionnelle et les valeurs qui les sous-tendent ne peuvent être mises en doute.

Pour la FSU, la décision du Ministre constitue une attaque de plus contre les personnels, au travers de leur mutuelle solidaire. C'est une décision politique qui transfère au marché une partie de la gestion de la santé des personnels. Elle fait suite à la taxation des mutuelles, devenues une cible privilégiée, au détriment des personnels.

La FSU demande solennellement au Ministre de l'Éducation nationale de revenir sur cette décision.

Françoise EIDEN – GROSSMAN

Intégrer les retraités dans l'action syndicale

Le mouvement de l'automne 2010 contre le projet de loi rétrograde sur les retraites a vu actifs et retraités s'y opposer et manifester ensemble massivement dans les rues contre la politique antisociale du gouvernement.

Même si le projet de loi a été adopté, avec le report de 2 ans du départ de l'âge de la retraite, il n'en demeure pas moins que l'opinion publique y est majoritairement défavorable : 70% des Français y sont opposés, de même 70 % des Français sont défavorables au non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite (ce dernier sondage était commandité par la FSU).

En tout état de cause, l'unité d'action intersyndicale a créé une dynamique unitaire exceptionnelle (dommage que certains syndicats l'aient cassée une fois que la loi a été votée !). Et il faut relever également une solidarité inter-générationnelle très forte. Tout cela prouve qu'il convient que nos organisations syndicales intègrent toujours mieux leurs retraités dans l'action syndicale : parce qu'ils sont de plus en plus nombreux (les «baby-boomers» de l'après-guerre!) et, parce qu'ils sont de plus en plus nombreux à vouloir perpétuer les luttes syndicales pour la justice sociale. En effet, la baisse du pouvoir d'achat concerne tout le monde, actifs et retraités. Et cela ne les laisse pas indifférents si leurs enfants ou petits-enfants ne trouvent pas d'emploi.

La FSU se félicite du dynamisme de bon nombre de ses retraités, qui sont souvent présents lors des réunions, des manifestations... et contribuent à la réflexion syndicale.

Bernard REVOLLON



Congrès du SNES-FSU de Mulhouse 14 et 15 mars 2012 :

« Une grande ambition pour le Service Public d'éducation et le Syndicalisme »

Le congrès académique du SNES-FSU Strasbourg, préparatoire au congrès national de Reims, a été l'occasion pour la cinquantaine de délégués venant de tous les établissements de la région alsace, d'affirmer les choix ambitieux du SNES.

Dans le contexte de crise du capitalisme mondialisé et dans ce moment électoral où bien des choses peuvent bouger, le **SNES-FSU a rejeté d'une seule voix toutes les politiques libérales de casse menées au pas de charge depuis 10 ans par la droite au pouvoir et tout particulièrement les choix de destruction du service public de l'éducation entrepris par l'équipe Sarkozy depuis 2007**. Avec les personnels, le congrès de Mulhouse revendique des **mesures d'urgence pour la rentrée 2012 et la mise en place programmée et durable d'une autre politique éducative**. Comme tous les collègues, nous exigeons l'arrêt des suppressions de postes, le vote d'un collectif budgétaire permettant de recruter et le retrait de toutes les régressions (évaluation à la tête du client, réforme du lycée et du collège, dispositif ECLAIR, réforme de la formation des enseignants...) qui transforment le service public en petites entreprises marchandes concurrentes les unes des autres. Ces exigences sont aujourd'hui connues par tous ceux qui veulent gouverner le pays. Ils savent aussi que pour nous l'alternance n'a de sens que si elle se concrétise par le développement d'une politique éducative alternative, s'appuyant sur les services publics revalorisés, une protection sociale renforcée, une autre répartition des richesses et un essor de la démocratie sociale. Ce n'est que dans cette ambition d'avenir que nous pourrons construire une autre politique dans l'éducation.

Ce que nous voulons pour le second degré et ses personnels repose d'abord sur **une scolarité obligatoire portée à 18 ans**. Le SNES-FSU dénonce le socle commun mis en place par la loi Fillon. Aujourd'hui, le SNES-FSU rappelle son attachement à l'organisation scolaire actuelle (Ecole-collège-lycée) contre le modèle d'une école du socle qui fusionnerait l'école et le collège. Un **collège pour tous**, avec l'ambition d'une **culture commune et une carte scolaire favorisant la mixité sociale, la lutte contre l'échec scolaire et le vivre ensemble**, c'est notre objectif. Mais notre défi est aussi de permettre à tous dans des voies rénovées de **poursuivre des études au lycée**

démocratisé, en créant ainsi le vivier nécessaire à la mise en place d'une société démocratique de la connaissance. Former des femmes et des hommes, égaux en droits, libres et porteurs de fraternité, capables de choisir dans leur activité de travail comme dans leur vie de citoyen, **c'est notre credo laïque**, bien loin des petits arrangements entre amis consentis pour demain par tel prétendant au trône qui veut constitutionnaliser « l'exception alsacienne », je veux dire le concordat. Notre ambition, sauf à accepter sous une forme ou sur une autre la ségrégation, les inégalités, la sélection sociale qui n'a rien de naturelle et toutes les logiques de domination, est la seule qui vaille pour tous ceux qui tous les jours sont confrontés aux défis des apprentissages et de l'émancipation. **L'éducation est un investissement d'avenir** qui suppose qu'on ne lui oppose plus, à droite mais aussi dans une gauche enfermée dans l'acceptation des logiques libérales à l'œuvre en Europe depuis 30 ans, d'argumentation comptable. Cette vision est la matrice de toutes les régressions que nous combattons, depuis longtemps. Aujourd'hui, l'argument de la crise et de la « dette » est repris par tous « les chiens de garde » pour nous faire accepter de nouveaux sacrifices et pour conserver un système d'exploitation marchand qui ne profite qu'à une oligarchie qui a perdu depuis longtemps le sens de l'intérêt général. Outre que ces arguments ne résistent pas à une analyse sérieuse et raisonnée (1), ceux qui sont responsables de la crise sont-ils aujourd'hui habilités à nous demander encore des sacrifices pour nous conduire de « charybde en scylla », sur les décombres de la Grèce ?

Pour le **SNES-FSU il faut investir dans l'éducation, recruter plus et mieux**, notamment en instituant des recrutements, une loi de programmation et un plan de titularisation pour les milliers de contractuels précarisés et exploités sans vergogne. **Investir, c'est en finir avec le gel des salaires et augmenter de manière significative le salaire des actifs et des retraités. Investir c'est rétablir la retraite à 60 ans à taux plein**. Pour le SNES-FSU

l'heure est venue d'ouvrir une nouvelle phase de progrès pour le service public d'éducation, ses personnels et pour la jeunesse de ce pays.

Regarder l'avenir pour le construire ensemble, les yeux ouverts sans rien céder de nos ambitions professionnelles et humaines a également conduit le congrès de Mulhouse à des propositions novatrices pour **changer le paysage syndical** d'aujourd'hui, caractérisé par une trop grande segmentation qui pèse dans sa capacité à faire gagner les revendications des salariés du public et du privé.

Le SNES-FSU prend deux initiatives majeures : 1) **Ouvrir toujours plus notre syndicalisme** sur les réalités de la profession, féminiser nos directions en favorisant la parité et **renforcer le rôle et l'intervention du SNES dans la FSU** pour construire une fédération toujours plus efficace dans ses capacités de développement de l'unité et de l'action et pour faire aboutir les revendications.

2) Il faut en **accord avec les personnels ouvrir le débat pour changer la donne syndicale**, faire reculer la division et favoriser l'unité et l'action avec la **création d'un nouvel outil syndical** ouvert à tous ceux qui se reconnaissent dans le syndicalisme de transformation sociale ; rassembler pour gagner avec les salariés, telle est notre ambition.

Une FSU plus forte avec une ambition de rassemblement du syndicalisme qui propose, agit et gagne dans l'intérêt des salariés et du bien commun, c'est une FSU utile à tous, utile pour se défendre, pour proposer mais aussi utile à vivre et à rêver.

Deux jours de congrès, deux jours de débats et de choix d'orientation que nos 12 délégués porteront au congrès de Reims au mois d'avril, à la veille du 1^{er} tour des élections ; je ne doute pas, qu'ils auront à l'esprit comme vous tous, qu'au mois d'avril il convient de « ne pas se découvrir d'un fil ».

Joseph SIMÉONI

1) Il existe une littérature abondante sur le sujet. Pour m'en tenir à l'essentiel je renvoie le lecteur curieux d'en savoir plus au « 8 pages » que la FSU a consacré au sujet de « la crise » et que vous pouvez télécharger en ligne sur le site de la FSU : FSU@FSU.fr.

Au pays de PISA...

A la demande de créations de postes et d'un moratoire en vue des prochains CTSD sur les fermetures prévues cette année, Madame le Recteur a évoqué les études PISA en affirmant « c'est bien la manière dont sont répartis les moyens dans l'Education (service public) plutôt que l'accroissement de moyens qui était de mise dans les pays du nord de l'Europe.

Alors comparons ce qui est comparable... parlons de moyens justement.

Première aux évaluations PISA depuis quelques années, la Finlande nous est montrée en exemple chaque année pour nous remettre en question, pour nous mettre en difficulté, pour servir cette politique systématique de casse de notre Service Public.

Comparons ce qui est comparable, alors parlons de faits réels, de moyens.

Petite ville du Sud-est de la Finlande à 340 kms d'Helsinki, Savonlinna (28 000 habitants) vient d'attribuer 12 millions d'euros pour une seule école-collège (7 ans à 15 ans).

Pour information, dans l'académie de Strasbourg, la région Alsace investit chaque année environ 32 millions d'euros et l'Etat 3 millions pour l'ensemble des collèges et lycées de l'Académie.

Les écoles, petites et grandes (de 300 à 1000 élèves) disposent toutes d'un atelier de menuiserie (avec machines à bois, outils...), d'une atelier cuisine (avec cuisines équipées), salle de sport, gymnase, salle de musique (avec pléthore d'instruments), atelier couture (avec machines à coudre)...

Chaque salle de classe est équipée d'un vidéo-projecteur. L'emploi du temps de l'élève lambda (de 7 à 15 ans) se compose en moyenne de 25 heures (de manière à donner autant d'importance aux matières dites manuelles qu'aux matières « intellectuelles ») et est varié : musique, atelier vie quotidienne (cuisine, couture, menuiserie), maths, langues d'origine, langues étrangères, culture (histoire/géographie)...

Dans ce contexte les élèves sont donc bien « formés » à la fois manuellement et intellectuellement ce qui leur permet de trouver par moments des matières dans lesquelles ils peuvent être valorisés.



Les élèves ont classe de 8h à 13h et rentrent chez eux en ayant mangé un vrai repas dans l'école sur un temps assez court.

La scolarité est entièrement gratuite à partir de 7 ans et jusqu'à l'Université comprise.

Il n'y a pas de note, mais plutôt des bulletins avec des appréciations (7 à 15 ans).

Ce qui frappe, étonne au premier abord c'est l'ambiance calme, détendue, apaisée qui règne dans les établissements scolaires (de nombreux témoignages d'enseignants français vont en ce sens).

Alors on peut bien sûr dire que les moyens n'y sont pour rien dans les résultats PISA de ce pays mais à qui pouvons-nous faire croire cela ?

Enfin « la cerise sur le gâteau » qui bien sûr n'a aucun rapport avec les moyens alloués...

Les effectifs des petites classes (moins de 12 ans) tournent autour de 16 élèves.

Dans les écoles équivalentes à nos anciennes écoles d'application qui travaillaient étroitement avec les chercheurs de l'Ecole de formation des maîtres (on peut trouver 3 ou 4 étudiants par classe).

Les collectivités locales ainsi que l'état semblent s'être donné vraiment les moyens financiers et humains au niveau de la formation initiale et continue. Chaque enseignant a la possibilité de travailler régulièrement en équipe avec l'école de formation.

On peut se faire filmer pendant la pratique de classe et envoyer ces séances afin d'être épaulé, aidé et conseillé par les maîtres formateurs... (on est loin de l'inspection-sanction évaluatrice qui prévaut ces derniers temps ici en France...).

Si on veut que l'école française réussisse, donnons-lui alors les mêmes chances qu'en Finlande !



Corinne NICOLET-SERRA

Quelques informations recueillies au Liban sur l'organisation des systèmes scolaires et universitaires

Septembre 2011 : Visite de condoléances à la femme du voisin de l'imprimerie, qui est décédé le premier jour du ramadan (août). Sa fille est enseignante de français dans une école privée, elle a repris le travail hier, mais les élèves ne rentrent que vers le 20 août.

Elle aura en charge deux CM2, plus la BCD (bibliothèque) du niveau. Elle précise que chaque classe de primaire a plusieurs professeurs. Au Liban, le système du maître unique n'existe qu'en maternelle, où l'enseignement est bilingue (arabe et français ou anglais). Sa fille, Leila, qui rentre au CE2 commencera une troisième langue cette année.

Nous avons fait connaissance avec des voisins du cinquième : Mariam est professeur et partage son emploi du temps entre deux établissements : un collège d'état et un institut professionnel. Elle enseigne le français et l'anglais et a soutenu en avril 2010 une thèse. Elle bénéficie de deux journées de formation à Beyrouth, obligatoires et financées par l'état.

Brahim et sa femme travaillent dans un collège d'Etat. Il est professeur de mathématiques et sa femme enseigne l'arabe. Il dit qu'au brevet des collèges, les élèves présentent six matières : mathématiques, physique, chimie, biologie, français et arabe. Cinq sont enseignées en français, ce qui nécessite une bonne connaissance de cette langue.

Janvier 2012 : Najwa est professeur de géographie dans un autre collège public où elle a longtemps enseigné le français.

Elle a eu de sérieux problèmes de santé et ne peut plus écrire. Le directeur lui a confié le soutien des élèves qui présentent le brevet. La semaine dernière, elle a contribué à la préparation des sujets des examens que tous les collèges doivent faire passer la quatrième semaine de janvier. Son expérience est précieuse, y compris pour les contractuelles qui viennent faire des remplacements.

Enseignement supérieur : Le public a fort à faire avec la concurrence des prestigieuses universités privées où la scolarité est onéreuse. Le premier ministre Hariri avait financé la scolarité de nombreux jeunes Libanais. Le premier ministre actuel fait de même. Malgré ces mesures, qui ne profitent pas au plus grand nombre, l'enseignement supérieur privé revient cher au Liban, c'est pourquoi certains jeunes Libanais sont tentés de poursuivre leurs études en Europe, et particulièrement en France où elles restent accessibles financièrement, d'autant que leur scolarité bilingue les y a préparés.

L'institut français de Tripoli contribue à maintenir l'attractivité de la langue française. Il accueille des classes avec leurs enseignants, dispense des formations de français sanctionnées par des diplômes.

La médiathèque est fournie, on y trouve les ouvrages d'actualité.

Malheureusement, la politique xénophobe du gouvernement français, qui s'applique aussi aux étudiants étrangers, est particulièrement nuisible au rayonnement de la France, ce qui contredit l'ambition d'exporter et la position de VPR que nos présidents de droite adoptent volontiers quand ils se rendent à l'étranger.

Elisabeth HAMZE



Stage de formation syndicale FSU « Les difficultés du métier d'enseignant »

Mardi 22 mai 2012 à Strasbourg
(Amphi A3 – Le Bel – 4, rue Blaise Pascal Strasbourg Esplanade)

Intervenants : Christophe Helou, professeur et chercheur associé à l'INRP, coauteur de : « La souffrance des enseignants. Une sociologie pragmatique du travail enseignant » (PUF – 2008) – Elisabeth Labaye, secrétaire nationale de la FSU, spécialiste des questions de santé et de souffrance au travail.

Le thème de la souffrance au travail est de plus en plus abordé, mais peu étudié dans le milieu professionnel des enseignants car difficile à analyser. Comment examiner les difficultés professionnelles des enseignants, tant sur les personnes que sur le groupe professionnel, sans céder à une psychologisation du social, voire à sa médicalisation ou à la victimisation des acteurs ? Le projet de cet ouvrage est d'exposer comment les difficultés du métier d'enseignant organisent autant les douleurs et les souffrances ordinaires que les plaisirs et la reconnaissance qu'il procure. Les difficultés sont une réalité dont la gestion est constitutive du métier : les considérer comme un analyseur et non un parasite du



La FSU est partie prenante de Justice et Libertés

travail, les aborder en positif comme le centre du métier, telle est la démarche des auteurs. D'autre part, la solidarité de l'institution à l'égard de ses personnels doit aujourd'hui être repensée en rapport avec la montée des critiques, car les enseignants ne peuvent être laissés seuls pour les affronter. Au final, il est nécessaire de reconstruire une fierté du métier d'enseignant à partir d'une professionnalité nourrie de l'expérience collective et de délibérations entre pairs se confrontant au cadre imposé et au débat public.

Si vous êtes intéressé(e), contactez-nous rapidement !

Bibliographie :

« La souffrance des enseignants » C. Hérou, F. Lantheaume (PUF - 2008)

« Le travail enseignant. Le visible et l'invisible » (éditions Syllepse, Institut de Recherches de la FSU - 2010)

« Manager ou servir : le service public aux prises avec le nouveau management » (idem - 2011)